



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Deuxième Trimestre 2023

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Deuxième Trimestre 2023

Avant-propos



Conformément aux dispositions de l'article 83 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015, relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB), le présent rapport est destiné à informer le Parlement et le citoyen sur l'exécution du budget, en recettes comme en dépenses et sur l'application de la loi de finances. Il rend compte de la gouvernance et des performances budgétaires enregistrées à fin juin 2023.

Marquée par une inflation persistante, l'exécution budgétaire au deuxième trimestre 2023 s'est déroulée dans un contexte de durcissement des politiques monétaires des banques centrales et une baisse des investissements.

Sur le plan national, l'activité économique a enregistré des évolutions sectorielles contrastées au cours du premier semestre 2023. En effet, les secteurs primaires et secondaires présentent une amélioration soutenue par les activités pétrolières, minières et agro-industrielles, tandis que le tertiaire s'est contracté par la baisse des services des transports ferroviaire et aérien.

Par ailleurs, dans un contexte de préparation des élections générales, le Gouvernement a mené des actions visant à préserver le tissu social et à améliorer le pouvoir d'achat des ménages.

Enfin, je tiens à féliciter l'ensemble des équipes mobilisées pour la rédaction du présent rapport et les encourage à poursuivre rigoureusement la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'assainissement des finances publiques.

Fait à Libreville, le 14 OCT. 2024

Le Ministre des Comptes Publics


Charles M'BA


Abréviations et acronymes

ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice mondial de la compétitivité (<i>Global Competitiveness Index</i>)
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LF	Loi de finances
LFI	Loi de finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle

SOMMAIRE

Avant-propos.....	2
Abréviations et acronymes	3
SOMMAIRE	4
Index des tableaux.....	5
Index des graphiques	5
SYNTHESE	6
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2023	7
Les recettes du budget de l'Etat.....	8
1) Présentation globale des recettes de l'Etat	8
2) Focus sur les recettes affectées hors CAS	9
Les dépenses du budget général.....	12
1) Analyse par titre de la dépense	12
2) Exécution des dépenses sociales.....	16
Les comptes d'affectation spéciale.....	17
1) Le compte de commerce.....	17
2) Les comptes d'affectation spéciale.....	17
Les opérations de trésorerie et de financement.....	19
1) Charges de trésorerie et de financement.....	19
2) Ressources de trésorerie et de financement.....	19
Conclusion	21
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	22
ANNEXES.....	23
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes brutes du budget de l'Etat (en millions de FCFA).....	24
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA).....	25
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	27
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions de FCFA)	28
Annexe 5 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA)	30
Annexe 6 : Présentation détaillée de l'équilibre budgétaire (en millions de FCFA)	32
Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA)	38

Index des tableaux

Tableau 1 : Présentation des soldes des opérations financières de l'Etat	6
Tableau 2 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)	7
Tableau 3 : Suivi de l'exécution, en lien avec les Collectivités locales (en millions de FCFA)	10
Tableau 4 : Suivi de l'exécution, en lien avec les établissements publics (en millions de FCFA)	10
Tableau 5 : Suivi de l'exécution, en lien avec les contributions communautaires (en millions de FCFA)	11
Tableau 6 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2)	13
Tableau 7 : Exécution des prêts projets fin juin 2023	15
Tableau 8 : Dépenses sociales à fin juin 2023	16
Tableau 9 : Opérations de trésorerie et de financement au 30 juin 2023	20

Index des graphiques

Figure 1 : situation des recettes à fin juin 2023	8
Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre	12
Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin juin 2023	18

SYNTHESE

Solde

Au 30 juin 2023, le solde net d'exécution, obtenu par consolidation des soldes des opérations budgétaires et des opérations de trésorerie et de financement, s'établit à **565,54 milliards FCFA**.

Ressources

Les recettes nettes du budget de l'Etat se sont établies à **1 530,92 milliards FCFA**, contre un niveau prévisionnel de **1 127,76 milliards FCFA**, soit une performance observée de 135,75%. En intégrant les ressources de trésorerie et de financement pour **637,11 milliards FCFA**, les ressources de l'Etat s'établissent à **2 168,03 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 61,98%.

Charges

A fin juin, les règlements des dépenses du budget de l'Etat ont atteint **834,70 milliards FCFA**, contre un niveau de 940,95 milliards FCFA l'exercice antérieur, soit une baisse de 11,29%. En tenant compte des charges de trésorerie et de financement pour un montant de **767,79 milliards FCFA¹**, les charges de l'Etat se chiffrent à **1 602,49 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 45,81%.

Comptes d'affectation spéciale

Le solde global des comptes d'affectation spéciale est positif, soit **16,35 milliards FCFA**. Ce résultat s'explique notamment par l'absence de règlement sur les dépenses des CAS service universel des communications électroniques, financement de l'habitat, valorisation du patrimoine de l'Etat, salubrité publique, entretien du patrimoine routier de l'Etat et développement durable de la pêche.

Tableau 1 : Présentation des soldes des opérations financières de l'Etat (en millions de FCFA)

RECETTES	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	%	DEPENSES	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	%	SOLDES LF	SOLDES EXE
Budget général	2 337 979	1 538 132	65,79%	Budget général	1 943 920	783 552	40,31%	394 059	754 581
Prélèvements	- 173 383	- 74 709	43,09%						
Comptes d'affectation spéciale	180 586	67 498	37,38%	Comptes d'affectation spéciale	180 586	51 150	28,32%	0	16 349
Total des recettes de l'Etat	2 345 182	1 530 921	65,28%	Total des dépenses de l'Etat	2 124 506	834 701	39,29%		
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL								220 676	696 220
Ressources des opérations de trésorerie et de financement	1 152 914	637 109	55,26%	Charges des opérations de trésorerie et de financement	1 373 590	767 785	55,90%		
SOLDE DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT								- 220 676	- 130 676
SOLDE NET DES OPERATIONS FINANCIERES								0	565 544

Sources : DGBFiP/DGCPT

¹ Voir tableau n°2 : Suivi de l'exécution en lien avec l'article d'équilibre de la loi

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2023

Tableau 2 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)

RECETTES DE L'ETAT	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	%	DEPENSES DE L'ETAT	Exé. à fin décembre 2022	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	%
BUDGET GENERAL								
Titre 1 : Recettes fiscales	1 466 354	1 153 140	78,64%	Titre 1. Charges financières de la dette	314 872	355 960	157 585	44,27%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	47 246	0	0,00%	Titre 2. Dépenses de personnel	752 991	691 100	368 085	53,26%
Titre 3 : Cotisations sociales	10 780	5 775	53,57%	Titre 3. Dépenses de biens et services	219 706	295 535	101 396	34,31%
Titre 4 : Autres recettes	813 599	379 217	46,61%	Titre 4. Dépenses de transfert	360 212	255 784	86 960	34,00%
			-	Titre 5. Dépenses d'investissement	134 388	297 608	65 814	22,11%
			-	Titre 6. Autres dépenses	51 356	47 933	3 713	7,75%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 337 979	1 538 132	65,79%	TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 833 525	1 943 920	783 552	40,31%
PRELEVEMENTS	-173 383	-74 709	43,09%					
COMPTES SPECIAUX			-					
Titre 1. Recettes fiscales	65 350	16 325	24,98%	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 925	15 714	3 071	19,55%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	657	0	0,00%					0,00%
Titre 3. Cotisations sociales	94 756	43 989	46,42%	Titre 4. Dépenses de transfert	91 882	96 469	43 989	45,60%
Titre 4. Autres recettes	19 823	7 184	36,24%	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 011	65 403	4 089	6,25%
			-	Titre 6. Autres dépenses	0	3 000	0	0,00%
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	180 586	67 498	37,38%	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	110 819	180 586	51 150	28,32%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT			-					
Tirages	228 330	43 175	18,91%	Amortissement dette extérieure	222 568	678 827	148 825	21,92%
Partenariats Public-Privé	0	0	-	Amortissement des prêts du secteur bancaire	433 707	532 648	260 348	48,88%
Droits de Tirages Spéciaux	40 000	40 000	100,00%					0,00%
Emissions de titres publics	777 500	272 362	35,03%	Autres amortissements	347 692	150 607	358 612	238,11%
Financement bancaire	0	0	-					0,00%
Financement non bancaire	107 083	281 572	262,95%	Prêts et avances	0	11 507	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 152 914	637 109	55,26%	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 003 967	1 373 590	767 785	55,90%
TOTAL RESSOURCES DE L'ETAT	3 498 096	2 168 030	61,98%	TOTAL CHARGES DE L'ETAT	2 948 310	3 498 096	1 602 486	45,81%
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	104 218	44 386	42,59%	TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	76 277	104 218	44 386	42,59%
TOTAL RESSOURCES DE L'ETAT yc ristournes	3 602 314	2 212 416	61,42%	TOTAL CHARGES DE L'ETAT yc ristournes	3 024 587	3 602 314	1 646 872	45,72%

Sources : DGBFiP/ DGCP

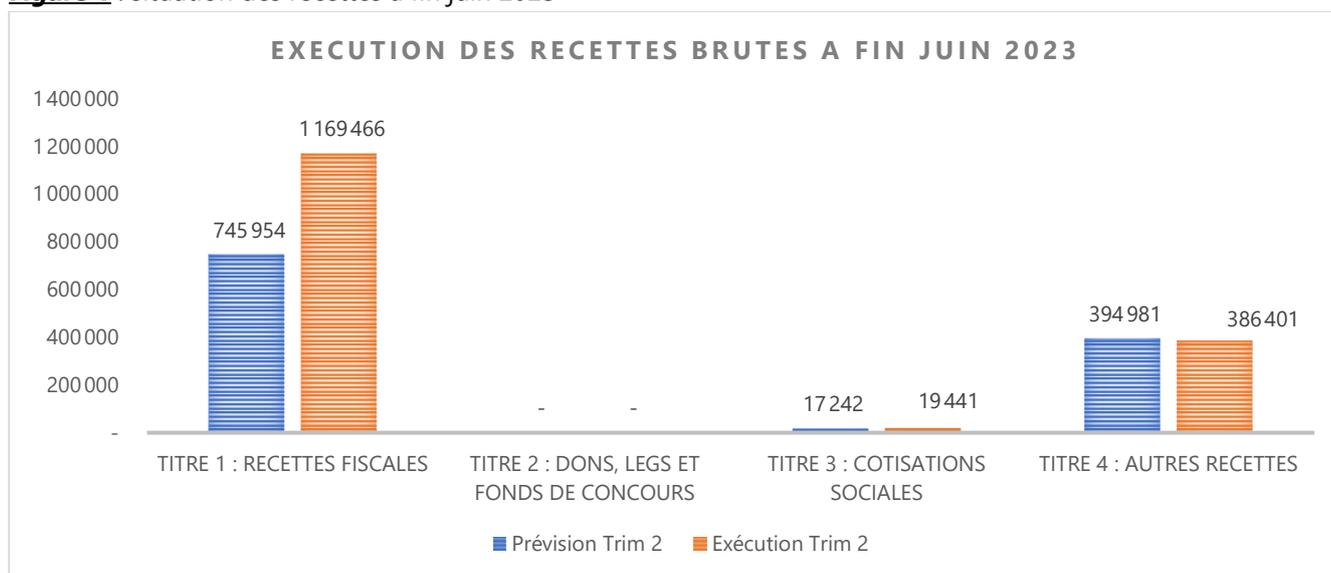
Les recettes du budget de l'Etat

1) Présentation globale des recettes de l'Etat

Arrêté à **2 449,40 milliards FCFA** dans la loi de finances (LF), le montant total des recettes budgétaires, à fin juin 2023, a atteint **1 575,31 milliards FCFA**² enregistrant ainsi une performance de **417,13 milliards FCFA** par rapport aux prévisions trimestrielles, soit 136,02%.

Nettes des prélèvements pour **74,71 milliards FCFA**, les recettes du budget de l'Etat, à fin juin 2023, se situent à **1 530,92 milliards FCFA**³ soit un taux d'exécution de 65,28%. Comparativement au niveau prévisionnel des recouvrements de 1 127,76 milliards FCFA, lesdites recettes affichent une réalisation de 135,75%.

Figure 1 : situation des recettes à fin juin 2023



Sources : DGBFiP/ DGCPT

Prévu à **1 531,70 milliards FCFA** dans la LF 2023, le montant des recettes fiscales brutes encaissées à la fin du premier semestre s'élève à **1 169,47 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 76,35%. Comparativement à la même période en 2022, ces recettes enregistrent une augmentation de **371,85 milliards FCFA**. Cet accroissement s'explique par un regain de l'activité du secteur pétrole.

En effet, l'impôt sur les sociétés pétrolières qui s'établissait à 219,13 milliards FCFA en juin 2022, s'élève au premier semestre 2023 à **492,36 milliards FCFA**, soit une hausse de 124,69%. Ce résultat a été obtenu grâce au déroulement de la production sans incident majeur et au bon rendement des puits dans un contexte de maintien des quotas décidés par l'OPEP (un maximum de 2 millions de barils par jour jusqu'à fin 2023).

Les recettes fiscales hors pétrole ont été recouvrées à hauteur de **677,10 milliards FCFA** et enregistrent une hausse de 17,05% par rapport à juin 2022. Cette performance est

² Voir annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat.

³ Voir annexe 6 : présentation détaillée de l'équilibre budgétaire.

due à une reprise de l'activité économique ainsi qu'aux efforts de l'administration dans la mobilisation des recettes, notamment la digitalisation des recouvrements des recettes (e-tax) et la multiplication des missions de contrôle sur le terrain.

Au niveau de la fiscalité intérieure, les recouvrements ont été de l'ordre de **469,65 milliards FCFA**, soit 40,16% des recettes fiscales. Dans ce registre, les recettes les plus significatives sont :

- les taxes sur les biens et services : **187,50 milliards FCFA** ;
- les impôts sur les autres sociétés : **107,94 milliards FCFA** ;
- les impôts sur les sociétés minières : **64,65 milliards FCFA** ;
- les acomptes versés par les salariés : **44,90 milliards FCFA**.

S'agissant du cordon douanier, les recettes encaissées à fin juin 2023 se chiffrent à **207,46 milliards FCFA**, soit un taux de rendement de 57,59%. Comparativement à juin 2022, ces recettes observent une hausse de **34,19 milliards FCFA**.

Au deuxième trimestre 2023, les « dons, legs et fonds de concours » n'enregistrent aucune exécution. Les « cotisations sociales », quant à elles, sont en légère hausse par rapport au niveau observé en 2022 à la même période et s'établissent à **19,44 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 53,45 %.

Enfin, le poste « autres recettes » présente une augmentation par rapport à 2022 et s'établit à **386,40 milliards FCFA**. Ce niveau est tiré essentiellement par les revenus du domaine pétrolier (322,95 milliards FCFA), les revenus des participations (28,63 milliards FCFA) ainsi que les recettes diverses non fiscales (25,69 milliards FCFA).

2) Focus sur les recettes affectées hors CAS

Conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la LOLFEB, l'Etat peut par exception, rétrocéder directement, en totalité ou partiellement, aux organismes communautaires et aux entités publiques un montant déterminé des recettes, en vue de couvrir des charges incombant à ces bénéficiaires, de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts établis à leur profit.

A cet effet, sur une prévision de **117,60 milliards FCFA**, l'Etat a rétrocédé un montant global de **48,04 milliards FCFA** aux collectivités locales, aux organismes communautaires et autres administrations publiques.

❖ *Présentation des recettes accordées aux collectivités locales*

Sur une prévision de **26,42 milliards FCFA**, les recettes affectées aux collectivités locales se chiffrent à **18,49 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 70%. Cette performance est tirée essentiellement par la Contribution Foncière Unique (CFU), exécutée à **9,57 milliards FCFA**.

Tableau 3 : suivi de l'exécution, en lien avec les Collectivités locales (en millions de FCFA)

Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		
	LF 2023	Exéc. T2	%
Impôts sur le revenu des personnes physiques yc précompte IRPP forestier	2 613	882	33,74%
Péréquation Collectivité	344	172	50,04%
Acomptes versés par les salariés	5 520	3 188	57,75%
Impôts forfaitaires sur le revenu			0,00%
Taxe sur les carburants	3 281	1 179	35,94%
Patentes	3 013	1 631	54,14%
Licences	65	64	98,18%
Contribution Foncière Unique	9 100	9 571	105,17%
ISL	1 773	1 640	92,50%
ROPPRON	52	0	0,00%
Prélèvement libératoire/ succession	112	51	45,65%
Taxe sur les carrières	512	114	22,19%
Taxe vicinale	0	0	0,00%
Vente de terrain communaux	30	0	0,59%
TOTAL RECETTES	26 416	18 492	70,00%

Sources : DGCP/DGBFiP

❖ *Présentation des recettes accordées aux établissements publics*

Prévues à **66,04 milliards FCFA**, les recettes affectées aux établissements publics s'établissent à **23,35 milliards FCFA** au premier semestre 2023, soit un taux de 35,35%. Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : suivi de l'exécution, en lien avec les établissements publics (en millions de FCFA)

Nature de la recette	Montant en millions de FCFA		
	LF 2023	Exéc. à fin juin	%
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	233	91	39,02%
Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	412	-	0,00%
Frais de formations (ENEF)	280	-	0,00%
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	35 224	17 123	48,61%
Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 780	5 775	53,57%
Participations minières (SEM)	5 959	-	0,00%
Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	6 971	46	0,65%
Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	513	314	61,28%
Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352	-	0,00%
Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091	-	0,00%

Nature de la recette	Montant en millions de FCFA		
	LF 2023	Exéc. à fin juin	%
Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 729	-	0,00%
Produits de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500	-	0,00%
TOTAL RECETTES	66 043	23 348	35,35%

Sources : DGCPT/DGBFiP

❖ *Présentation des recettes accordées aux organismes communautaires*

Le Gabon prévoit le prélèvement des recettes au cordon douanier au profit des organismes communautaires auxquels il est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Ces recettes sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du trésor.

A cet effet, au titre du 1^{er} semestre de l'année 2023, le montant des prélèvements s'élève à **2,55 milliards FCFA** sur une prévision de **11,76 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 21,65%. Le détail de ces recettes est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : suivi de l'exécution, en lien avec les contributions communautaires (en millions de FCFA)

Organisme	Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		
		LF 2023	Exéc. à fin juin	%
CEMAC	Taxe communautaire d'Intégration	6 891	5	0,07%
CEEAC	Contribution Communautaire d'Intégration	1 708	1 570	91,89%
OHADA	Prélèvement OHADA	2 539	196	7,73%
UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	622	775	124,61%
TOTAL RECETTES		11 760	2 546	21,65%

Sources : DGCPT/DGBFiP

❖ *Les autres recettes affectées*

Les autres recettes affectées concernent les droits d'accises, les ristournes à la Marine marchande, le Fonds Souverain de la République Gabonaise et les ristournes à la Direction Générale de la Concurrence et de la Consommation pour un montant global de **3,65 milliards FCFA**⁴.

⁴ Confère annexe n°2 présentation détaillée des recettes affectées

Les dépenses du budget général

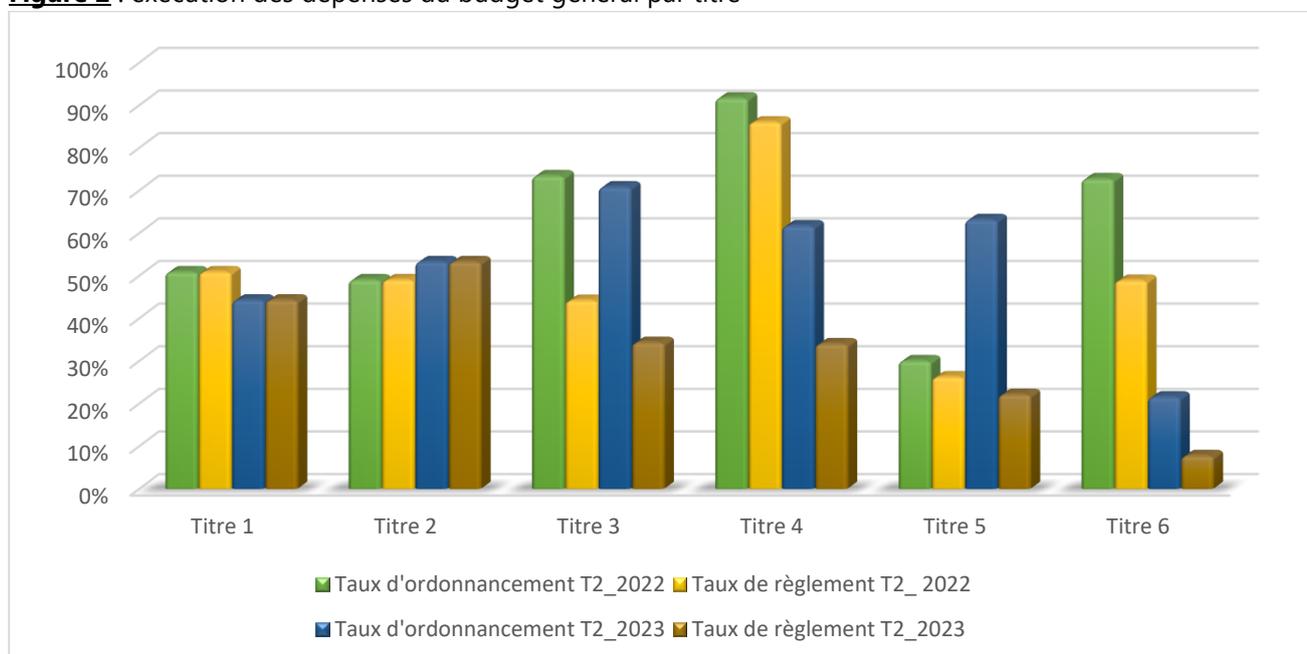
1) Analyse par titre de la dépense

Au 30 juin 2023, les règlements des dépenses inscrites au budget général ont atteint **783,55 milliards FCFA⁵** pour un niveau d'ordonnancement de **1 090,89 milliards FCFA**, soit des taux d'exécution respectifs de 40,31% et 56,12%, par rapport à la prévision initiale.

Aussi, en tenant compte des prévisions de trésorerie, on observe un dépassement des règlements des dépenses, soit un écart de **30,66 milliards FCFA**. Cette hausse s'explique par un effet combiné de rattrapage sur les dépenses de fonctionnement de l'administration du premier trimestre et le respect des engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs de fonds.

Comparativement à la même période en 2022, le taux d'exécution base ordonnancement est en hausse de 3,07% et le taux base règlement en baisse de 16,25%.

Figure 2 : exécution des dépenses du budget général par titre



Source : DGBFiP

❖ Les charges financières de la dette (titre 1)

Les charges financières de la dette de l'Etat à fin juin 2023 s'élèvent globalement à **157,59 milliards FCFA⁶** sur une prévision annuelle de **355,96 milliards FCFA**. Cette exécution est supérieure à la prévision à fin juin de **1,09 milliard FCFA**, portée notamment par les intérêts de la dette intérieure sur les marchés financiers, exécutés en dépassement de 20,37 milliards FCFA.

⁵ Voir annexe n°3 : Présentation des dépenses du budget général par titre

⁶ Voir annexe n°4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire

Les charges financières de la dette se composent de charges d'intérêts sur la dette extérieure et sur la dette intérieure respectivement pour **74,79 milliards FCFA** et **82,79 milliards FCFA**.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **51,73 milliards FCFA** sur les marchés financiers ;
- **12,91 milliards FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **8,49 milliards FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **1,68 milliard FCFA** sur les banques commerciales.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés pour **74,95 milliards FCFA** et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **7,84 milliards FCFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **14,81 milliards FCFA** au titre des intérêts-banques intérieures courants ;
- **60,14 milliards FCFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie de l'Etat se répartissent comme suit :

- **1,38 million FCFA** sur les autres frais bancaires ;
- **412 millions FCFA** de facilités de caisse ;
- **6,05 milliards FCFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA).

❖ *Les dépenses de personnel (titre 2)*

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **368,09 milliards FCFA**, soit 53,26% de taux d'exécution au regard de la prévision de **691,1 milliards FCFA** en LF.

Dans cette catégorie de dépenses, la solde permanente représente **318,64 milliards FCFA**, soit 86,57% du poids de l'ensemble. Les autres éléments de rémunération se sont élevés à **49,45 milliards FCFA**, soit 93,04% de la prévision.

Le détail de ce poste de dépenses est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : exécution des dépenses de personnel - Titre 2 (en millions de FCFA)

CATEGORIES	LF 2023	ORDONNANCE AU 30 JUIN	REGLEMENT AU 30 JUIN	TAUX
Rémunérations de personnel	691 100	368 085	368 085	53,26%
<i>Solde permanente</i>	<i>637951</i>	<i>318637</i>	<i>318637</i>	<i>49,95%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>37999</i>	<i>13878</i>	<i>13878</i>	<i>36,52%</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>15150</i>	<i>35570</i>	<i>35570</i>	<i>234,78%</i>
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	691 100	368 085	368 085	53,26%

Sources : DGBFIP/données DGCPT

❖ *Les dépenses de biens et services (titre 3)*

Prévues à **295,54 milliards FCFA** dans la loi de finances, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **209,28 milliards FCFA**, pour un niveau de règlement de **101,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution base caisse de 34,31%. Hors remboursement de TVA, les paiements effectués sur ce titre s'élèvent à **91,57 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 39,06%.

Les remboursements de TVA et les attributions de produits ont été exécutés respectivement à hauteur de **28,99 milliards FCFA** et **3,65 milliards FCFA**.

❖ *Les dépenses de transfert (titre 4)*

Sur une prévision de **255,78 milliards FCFA**, les dépenses de transfert ont été globalement ordonnancées à hauteur de **157,73 milliards FCFA**, dont **37,43 milliards FCFA** pour le soutien des prix des produits pétroliers, **37,15 milliards FCFA** pour les bourses et **9,32 milliards FCFA** pour les structures sanitaires.

Les règlements adossés à ces mandatements s'élèvent à **86,96 milliards FCFA**, soit une exécution de 34%. Ce résultat est inférieur au niveau observé à fin juin 2022 qui était de 166,04 milliards FCFA.

❖ *Les dépenses d'investissement (titre 5)*

Projetés à **297,61 milliards FCFA**, les ordonnancements sur les dépenses d'investissement ont atteint **187,90 milliards FCFA** à fin juin 2023. Cette exécution concerne les projets financés sur :

- ressources propres à hauteur de **144,73 milliards FCFA**, contre une prévision à fin juin de **25,64 milliards FCFA**, soit un écart de **119,09 milliards FCFA** porté par l'exécution des travaux d'aménagement des axes routiers et voiries (39,5 milliards FCFA) et la prise en charge des dépenses relatives au fonds de développement rural (18 milliards FCFA) ;
- ressources extérieures pour **43,18 milliards FCFA**, contre une prévision du plan de trésorerie de **15,89 milliards FCFA**.

Les décaissements au titre des prêts projets ont été réalisés essentiellement auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque de Développement des États de l'Afrique Central (BDEAC) tels que présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : exécution des prêts projets fin juin 2023 (en millions de FCFA)

N°	CREANCIERS	PROJETS	LF 2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	TOTAL	
1	AFD	REHABILITATION DU TRANSGABONAI	5 000,0	211,8	465,0	881,7		476,8	163,5	2 198,8	
		RENFORCEMENT STRUCTURE SANITAIRE	4 380,1	962,3	36,8	577,9		1 220,2		2 797,1	
		PLAN NATIONAL DE VACCINATION CONTRE LA COVID 19	4 095,4								-
		CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE	9 266,0	435,3	2 313,8	1 300,5	194,5	330,0	927,8	5 501,9	
2	BAD	PROJET D'APPUI AU PGME GRAINE	5 249,4				1 247,0		372,9	1 619,9	
		PROJET D'APPUI AU SECTEUR TRANSPORT	2 500,0						20,3	20,3	
		RENFORCEMENT DES CAPACITES	7 332,1				626,8		956,7	1 583,5	
		PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE GABONAISE	2 266,8				839,5		465,5	1 305,1	
		PROGRAMME ALIMENTATION EAU	10 000,0				403,0		1 170,3	1 573,3	
		PROGRAMME ALIMENTATION EAU					710,5		2 636,3	3 346,7	
3	EXIM BANK	CONSTRUCTION 3 CENTRES DE FORMATION	2 015,0							-	
		ROUTE FORASOL MBEGA	733,2							-	
4	BIRD	E-GABON	5 000,0	75,9						75,9	
		PROG DVPT DE LA STATISTIQUE AU GABON	2 320,6		25,6			17,4	68,2	111,1	
		PROJET APPUIS EMPLOYABILITE	2 500,0	1 701,9	388,2	105,8		106,8		2 302,7	
		DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE EN MILIEU RURAL	5 595,4	7 632,8	1 564,3	57,3				9 254,4	
5	BID	ASSAINISSEMENT VILLE DE LBV	4 500,0							-	
6	BDEAC	REAMENAGEMENT DE ROUTES TRANSGABONAI				11 484,5				11 484,5	
		APPUI BUDGETAIRE COVID 19	12 000,0							-	
7	FIDA	PROJET DE DEVPT AGRICOLE RURALE	700,0							-	
8	BADEA	PROJET PROGRAMME DE SOUTIEN BUDGETAIRE	14 850,0							-	
TOTAL			100 304,0	11 020,0	4 793,6	14 407,7	4 021,4	2 151,1	6 781,4	43 175,2	

Sources : DGBFiP/DGD/DGCPT

❖ Les autres dépenses (titre 6)

Le poste « autres dépenses » porte essentiellement sur les plans sociaux et la restructuration des entreprises, les protocoles transactionnels, les condamnations pécuniaires de l'Etat et les dépenses diverses.

A cet effet, sur une dotation en loi de finances de **47,93 milliards FCFA**, ces dépenses ont été ordonnancées à fin juin 2023, à hauteur de **10,31 milliards FCFA**, soit un taux d'ordonnancement de 21,51%. Ces dépenses concernent essentiellement les protocoles transactionnels pour **4,63 milliards FCFA** et les restructurations des entreprises pour **4,88 milliards FCFA**.

2) Exécution des dépenses sociales

Ce poste concerne les dépenses émises en faveur des populations économiquement faibles, arrêtées lors du programme de deuxième génération signé entre l'Etat gabonais et le Fonds Monétaire International. Ce nouveau repère est constitué :

- des filets sociaux ;
- de la gratuité des accouchements ;
- du SAMU Social ;
- de l'assistance aux personnes âgées ;
- de l'assistance juridique ;
- de l'accès aux services sociaux de base (eau potable, électricité, etc.) ;
- de la contribution spéciale de solidarité / GEF (CNAMGS).

Aussi, à fin juin 2023, les dépenses sociales ont été ordonnancées à hauteur de **42,13 milliards FCFA**, soit un taux de 68,84%. Ce niveau est en hausse de **12,04 milliards FCFA** par rapport à celui enregistré à la même période en 2022.

De manière générale, l'exécution des postes des dépenses sociales oscille entre 84 et 165%, à l'exception des dépenses relatives à « l'Aide aux familles et inhumation » et à la « Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS) ».

Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 8 : dépenses sociales à fin juin 2023 (en milliards de FCFA)

SUBVENTIONS	LF 2023	Ordo. Fin Juin 2023	TAUX
Filets sociaux	3,927	3,338	85,00%
Gratuité des accouchements	9,975	8,480	85,01%
Samu social	1,663	1,414	85,01%
Personnes âgées	1,350	1,148	85,00%
Assistance veuve et orphelin	0,075	0,070	93,41%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable) RG	0,300	0,252	84,00%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable) FINEX	5,595	9,254	165,39%
Programme lampadaires solaires	-	-	-
Aides aux familles et inhumation	3,088	1,049	33,96%
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	35,224	17,123	48,61%
TOTAL SUBVENTIONS	61,20	42,13	68,84%

Source : DGBFiP

Les comptes d'affectation spéciale

Sur une prévision annuelle en recettes et en dépenses de **180,59 milliards FCFA**, le montant encaissé des comptes d'affectation spéciale (CAS) à fin juin 2023 se situe à **67,50 milliards FCFA** contre une exécution en dépenses de **51,15 milliards FCFA**, soit un solde positif de **16,35 milliards FCFA**, contre 8,14 milliards FCFA en 2022.

1) Le compte de commerce

Conformément à l'article 56 de la LOLFEB, les comptes de commerce retracent les opérations à caractère industriel et commercial effectuées à titre accessoire par les services de l'Etat non dotés de la personnalité morale. Les évaluations des recettes et les prévisions des dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif. Ces derniers doivent être présentés et exécutés en équilibre.

A ce titre, arrêté à **3,39 milliards FCFA**, le compte « Développement durable de la pêche » n'enregistre aucune exécution à fin juin 2023.

2) Les comptes d'affectation spéciale

Le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente de manière détaillée les recettes et les dépenses de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Il a été exécuté en recettes et en dépenses à hauteur de **38,53 milliards FCFA** sur une prévision de **78,26 milliards FCFA**. Les recettes de ce CAS se composent de la contribution salariale d'un montant de **13,67 milliards FCFA** et de la part patronale de **24,86 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Prestations familiales et sociales** » a été exécuté en équilibre à **5,46 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Promotion du Sport** » a été exécuté en recettes à hauteur de **4,60 milliards FCFA** et en dépenses à concurrence de **4,41 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » a été exécuté en recettes pour un montant de **921 millions FCFA** et en dépenses à **750 millions FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Formation pour l'emploi** » a été exécuté respectivement en recettes et en dépenses à **1,29 milliard FCFA** et **481 millions FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Service public de l'eau et de l'électricité** » a été exécuté en équilibre à hauteur de **1,52 milliard FCFA**.

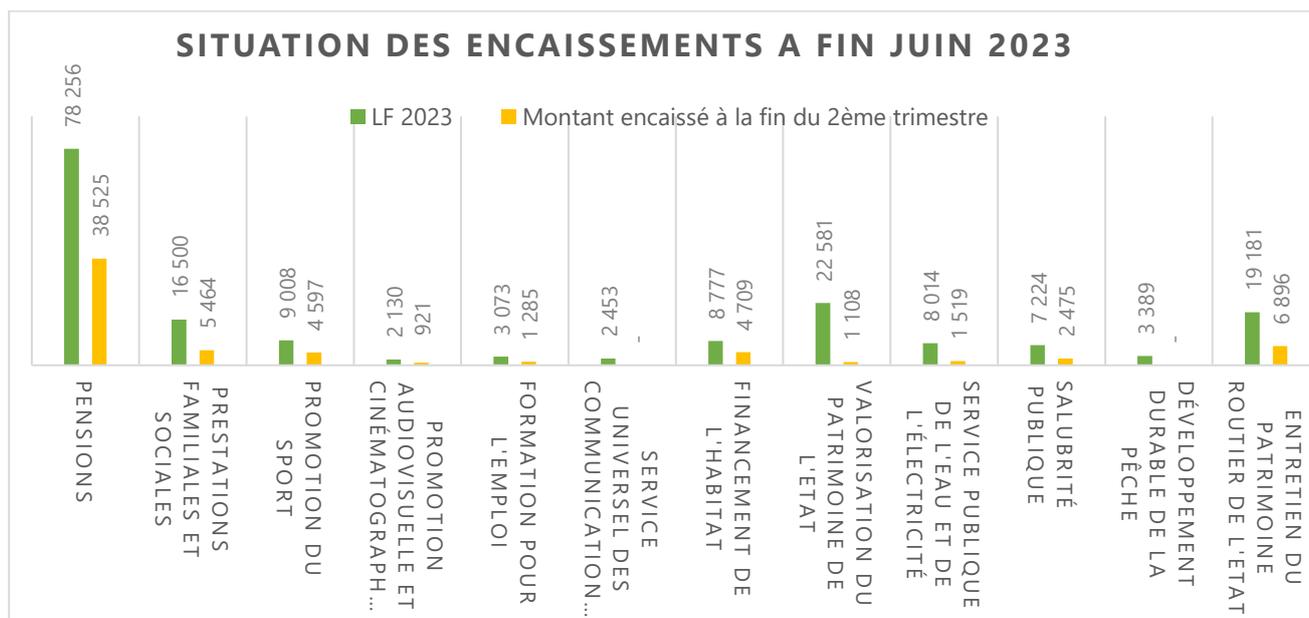
Le compte d'affectation spéciale « **Valorisation du patrimoine de l'État** » affiche une exécution de **1,11 milliard FCFA** en recettes et ne présente aucune exécution en dépenses.

Le compte d'affectation spéciale « **Salubrité publique** » enregistre des recettes à hauteur de **2,48 milliards FCFA** et n'affiche aucun règlement à fin juin.

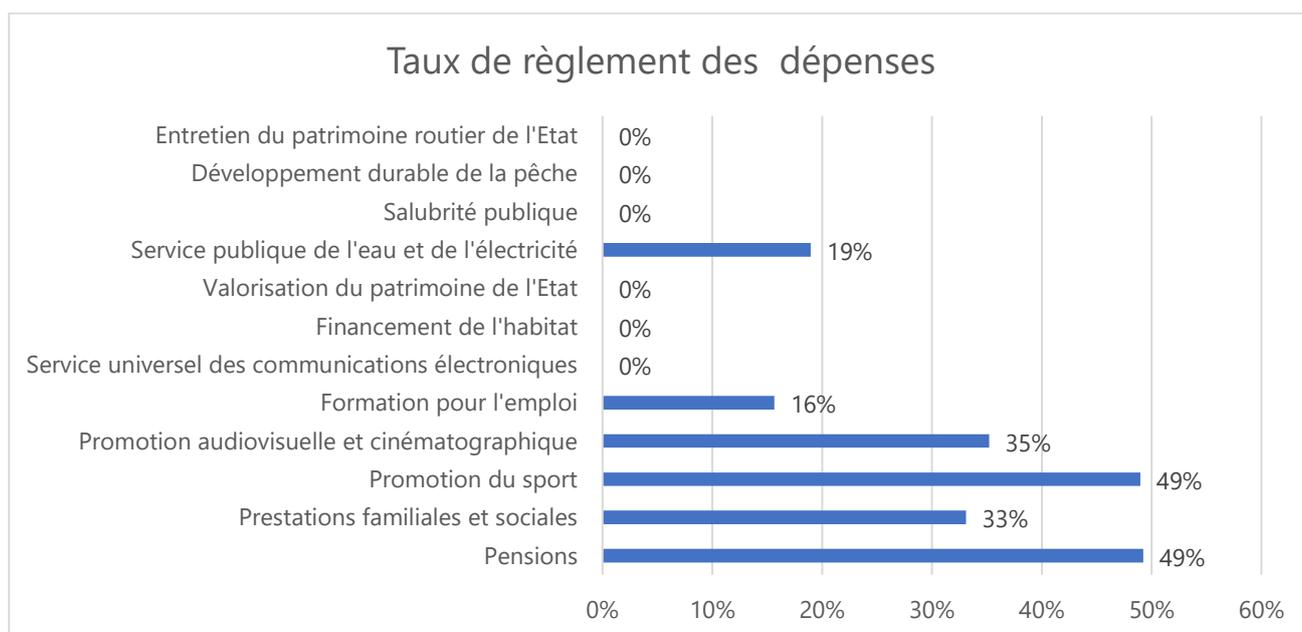
Les CAS « **Financement de l'Habitat** » et « **Entretien du Patrimoine Routier de l'État** » ont été exécutés exclusivement en recettes pour des montants respectifs de **4,71 milliards FCFA** et **6,90 milliards FCFA**.

Les graphes ci-après présentent l'évolution en recettes et en dépenses de ces comptes par rapport à leurs prévisions annuelles.

Figure 3 : situation des encaissements et des dépenses des comptes spéciaux à fin juin 2023



Sources : DGBFiP/DGCPT



Sources : DGBFiP/DGCPT

Les opérations de trésorerie et de financement

1) Charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement, ont été exécutées à hauteur de **767,79 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 373,59 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 55,9%.

Les charges de trésorerie comprennent notamment :

- **148,83 milliards FCFA** d'amortissements extérieurs ;
- **260,35 milliards FCFA** d'amortissements intérieurs ;
- **358,61 milliards FCFA** d'autres amortissements.

En comparant les charges à la prévision du semestre du plan de trésorerie, on obtient un dépassement de **290,51 milliards FCFA** qui s'explique principalement par :

- la réduction du stock des instances au Trésor sur l'exercice antérieur d'un montant de **262,68 milliards FCFA**, contre une prévision **52,65 milliards FCFA** ;
- des arriérés sur les remboursements de TVA pour **64,54 milliards FCFA**, prévus semestriellement à **37,39 milliards FCFA** ;
- de la dette intérieure conventionnée moratoire à hauteur de **75,95 milliards FCFA**, contre une programmation de **51,73 milliards FCFA** pour le semestre.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées pour **637,11 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 152,91 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 55,26%. Elles sont composées :

- de tirages pour **43,18 milliards FCFA** ;
- d'émissions de titres publics pour **272,36 milliards FCFA** ;
- de droits de tirages spéciaux pour **40 milliards FCFA** ;
- de financement non bancaire pour **281,57 milliards FCFA**.

De manière générale, ce poste enregistre un dépassement de **251,04 milliards FCFA** par rapport aux prévisions semestrielles, résultant essentiellement de l'accumulation des ordonnances de paiement au Trésor sur exercice en cours.

Le tableau ci-après présente l'exécution des charges et des ressources de trésorerie à fin juin 2023.

Tableau 9 : opérations de trésorerie et de financement au 30 juin 2023 (en millions de FCFA)

	LF 2023	Exécution à fin juin 2023	Taux d'exécution	Taux d'exécution n-1
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement (dette extérieure)	678 827	148 825	21,92%	64%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	532 648	260 348	48,88%	44%
Autres amortissements	150 607	358 612	238,11%	123%
Correspondants du Trésor	-	-	-	-
Prêts et avances	11 507	-	0,00%	0%
Total	1 373 590	767 785	55,90%	53%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	228 330	43 175	18,91%	57%
Partenariats Public-Privé	-	-	-	0%
Droits de Tirages Spéciaux	40 000	40 000	100,00%	
Emissions de titres publics	777 500	272 362	35,03%	63%
Financement bancaire	-	-	-	-
Financement non bancaire	107 083	281 572	262,95%	52%
Total	1 152 914	637 109	55,26%	51%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 220 676	- 130 676		
Solde budgétaire global	220 676	696 220		
Solde net	0	565 544		

Sources : DGCPT/DGBFiP

Le solde des opérations de financement et de trésorerie est déficitaire de **130,68 milliards FCFA** contre un solde excédentaire de 22,79 milliards FCFA un an plus tôt.

Conclusion

La consolidation des opérations budgétaires et des opérations de trésorerie laisse apparaître un solde net excédentaire de **565,54 milliards FCFA**, en augmentation par rapport à celui enregistré au deuxième trimestre 2022 qui avait atteint 237,16 milliards FCFA.

Cette performance s'explique par les résultats enregistrés dans le recouvrement des recettes nettes du budget de l'Etat à fin juin qui ont atteint un niveau de **1 530,92 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **2 345,18 milliards FCFA**.

Ainsi, la bonne tenue des activités pétrolière et minière de ce semestre pourraient conduire à une amélioration des soldes budgétaires et de meilleures perspectives économiques pour le reste de l'année.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est rédigé à partir de données disponibles à la fin du premier semestre 2023.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

Par ailleurs, la comparaison opérée sur certains postes aussi bien de recettes que de dépenses, s'est faite sur la base du plan de trésorerie fourni par les services du trésor.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes brutes du budget de l'Etat (en millions de FCFA)

Natures des recettes	2023			2022		Ecart n/n-1
	LF 2023	Réalisation du 2ème trimestre 2023	Taux	LF 2022	Réalisation du 2ème trimestre 2022	
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 531 704	1 169 466	76,35%	1 296 724	797 615	371 851
Impôts	736 228	761 620	103,45%	589 069	456 728	304 892
Impôts sur les sociétés	574 703	684 081	119,03%	416 924	383 188	300 893
Sociétés pétrolières	291 543	492 363	168,88%	151 105	219 129	273 234
Sociétés minières	65 926	64 646	98,06%	41 333	37 182	27 465
Retenues à la source	34 419	19 129	55,58%	32 334	15 340	3 790
Autres sociétés	182 816	107 942	59,04%	192 152	111 537	- 3 595
Impôts sur les personnes	143 349	71 172	49,65%	161 902	68 117	3 055
Impôts sur le revenu des personnes physiques	36 808	12 419	33,74%	41 572	16 258	- 3 839
Acomptes versés par les salariés	77 748	44 903	57,75%	87 810	39 141	5 762
Taxes complémentaires sur les salaires	28 403	13 789	48,55%	32 079	12 668	1 121
Impôts forfaitaires sur le revenu	204	60	29,22%	230	51	9
Autres impôts sur les personnes	187	2	1%	211	-	2
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	18 175	6 367	35,03%	10 242	5 424	943
Taxes	795 476	407 846	51,27%	707 655	340 887	66 959
Taxes de formation professionnelle	3 073	1 285	41,81%	4 572	1 200	84
Droits et taxes sur la propriété	15 120	6 729	44,51%	8 526	6 469	261
Taxes sur les biens et services	396 639	187 495	47,27%	331 696	156 322	31 173
Droits et taxes de douanes	360 239	207 457	57,59%	338 100	173 263	34 194
Autres recettes fiscales	20 406	4 880	23,91%	24 761	3 632	1 247
B. TITRE 2: DONNS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	47 903	-	0,00%	53 888	-	-
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	36 372	19 441	53,45%	36 372	18 988	453
Cotisations retraites	25 592	13 666	53,40%	25 592	13 184	482
Prélèvements sociaux	-	-	0,00%	-	-	-
Cotisation CNAMGS	10 780	5 775	53,57%	10 780	5 804	- 29
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	833 422	386 401	46,36%	629 330	376 911	9 490
Revenu de la propriété	770 352	358 420	46,53%	561 729	346 733	11 688
Revenus de participations	37 230	28 626	76,89%	14 430	21 998	6 628
Revenus du domaine foncier	844	11	1,33%	1 606	57	- 46
Revenus du domaine pétrolier	721 988	322 950	44,73%	535 486	318 268	4 682
Revenus du domaine minier	10 238	2 272	22,19%	8 624	621	1 652
Revenus du domaine forestier	52	4 561	8698,72%	1 582	5 789	- 1 228
Recettes diverses non fiscales	63 069	25 693	40,74%	67 600	28 179	- 2 486
Vente de biens et services	-	-	0,00%	-	-	-
Recettes à répartir*	-	2 287	0,00%	-	1 999	288
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	2 449 401	1 575 307	64,31%	2 016 314	1 193 513	381 794

Source : DGBFiP

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LF 2023	EXECUTION A FIN JUIN	TAUX D'EXECUTION LFI 2023
1		Collectivités locales	26 415 908 591	18 492 106 961	70,00%
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	2 613 382 890	881 759 466	33,74%
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	5 520 089 281	3 188 083 633	57,75%
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	3 281 270 884	1 179 295 019	35,94%
114	Collectivités locales	Patentes	3 012 877 911	1 631 175 491	54,14%
115	Collectivités locales	Licences	65 244 570	64 055 904	98,18%
	Collectivités locales	Contribution Foncière Unique	9 100 000 000	9 570 612 252	105,17%
118	Collectivités locales	ISL	1 773 421 200	1 640 360 118	92,50%
120	Collectivités locales	Contribution pour les ordures ménagères	-	-	-
121	Collectivités locales	Prélèvement libératoire / succession	111 748 073	51 009 721	45,65%
122	Collectivités locales	taxe sur les carrières	511 887 666	113 612 300	22,19%
123	Collectivités locales	vente de terrain communaux	30 395 026	177 855	0,59%
124	Collectivités locales	Péréquation Collectivité	343 667 838	171 965 201	50,04%
2		Contributions Communautaires	11 759 847 040	2 545 624 201	21,65%
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	6 890 785 237	4 994 449	0,07%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	1 708 230 790	1 569 734 513	91,89%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	2 539 126 801	196 165 388	7,73%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	621 704 213	774 729 851	124,61%
		Ristournes aux établissements publics	66 042 710 903	23 348 378 065	35,35%
	ANPN	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	232 656 259	90 785 516	39,02%
	ANPN	Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	412 175 880	-	0,00%
	ENEF	Frais de formations (ENEF)	279 500 000	-	0,00%
	CNAMGS	Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	35 223 874 682	17 122 667 669	48,61%
	CNAMGS	Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 779 970 150	5 775 086 103	53,57%
	SEM	Participations minières (SEM)	5 959 240 022	-	0,00%
	AEFFB	Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	6 970 501 933	45 605 033	0,65%
	CNLCEI	Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	512 786 960	314 233 745	61,28%
	ARTF	Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352 000 000	-	0,00%
	ANUTTC	Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091 349 000	-	0,00%
	ARMP	Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 728 656 016	-	0,00%
	IUSO	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500 000 000	-	0,00%
3		Attributions de produits	13 379 330 650	3 651 864 916	27,29%
311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	Droit d'accise	235 049 568	121 904 713	51,86%

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LF 2023	EXECUTION A FIN JUIN	TAUX D'EXECUTION LFI 2023
	DG Marine marchande	Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 452	163 614 623	16,15%
		Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 782 958 011	3 318 822 043	87,73%
		Ristournes DGCC	432 415 453	47 523 538	10,99%
		Riposte Covid-19	183 996 000	-	0,00%
		Agrément PME	36 000 000	-	0,00%
		Contre partie Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	-	0,00%
	JUSTICE	Produits des procédures judiciaires	921 882 510	-	0,00%
	TOTAL RECETTES AFFECTEES		117 597 797 184	48 037 974 143	40,85%

Source : DGBFiP

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2023					2022					
	LF 2023	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exé.	LF 2022	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exé.
Titre 1. Charges financières de la dette	355 960	157 585	44,27%	157 585	44,27%	316 911	161 215	50,87%	53 773	161 214,59	50,87%
Titre 2. Dépenses de personnel	691 100	368 085	53,26%	368 085	53,26%	684 006	335 288	49,02%	167 319	335 288,04	49,02%
Titre 3. Dépenses de biens et services	295 535	209 278	70,81%	101 396	34,31%	284 990	209 218	73,41%	6 225	125 863,63	44,16%
Titre 4. Dépenses de transfert	255 784	157 725	61,66%	86 960	34,00%	192 974	176 917	91,68%	32 602	166 049,18	86,05%
Titre 5. Dépenses d'investissement	297 608	187 904	63,14%	65 814	22,11%	326 497	97 986	30,01%	7 859	85 598,12	26,22%
Titre 6. Autres dépenses	47 933	10 312	21,51%	3 713	7,75%	36 500	26 540	72,71%	220	17 844,20	48,89%
Total des dépenses pour le budget général	1 943 920	1 090 889	56,12%	783 552	40,31%	1 841 878	1 007 163	54,68%	267 998	891 857,76	48,42%

Sources : DGCPT/DGBFiP

Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions de FCFA)

	LF 2023	Montant des ordonnancements à la fin du 2ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 2ème trimestre	ECART
Titre 1. Charges financières de la dette	355 960	157 585	157 585	-
Extérieur	190 233	74 792	74 792	-
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	190 233	74 792	74 792	-
Bilatéraux	24 101	8 487	8 487	-
Multilatéraux	46 747	12 905	12 905	-
Banques	11 590	1 676	1 676	-
Marchés financiers	107 795	51 725	51 725	-
Intérieur	165 726	82 793	82 793	-
Intérieurs - DGD	145 356	74 950	74 950	-
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	145 356	74 950	74 950	-
Banques intérieures	32 914	14 813	14 813	-
Moratoires	-	-	-	-
Marchés financiers	112 442	60 137	60 137	-
Trésor - dette	20 370	7 843	7 843	-
BEAC (agios)	-	-	-	-
Facilités de caisse	2 757	412	412	-
Bons du Trésor Assimilables	16 225	6 051	6 051	-
Perte de change	-	-	-	-
Autres frais bancaires	1 388	1 380	1 380	-
AGIOS paierie étranger	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	691 100	368 085	368 085	-
Rémunération du personnel	675 950	332 515	332 515	-
Solde permanente	637 951	318 637	318 637	-
Rémunération autres catégories de salariés	37 999	13 878	13 878	-
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 150	35 570	35 570	-
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 150	35 570	35 570	-
Rappels de solde	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	295 535	209 278	101 396	107 882
Autres biens et services	167 363	176 638	87 922	88 716
Remboursement TVA hors pétrole	23 894	1 531	1 052	479
Remboursement TVA pétrole	37 226	27 457	8 770	18 687
Utilités publiques	7 500	-	-	-
Dépenses Covid	-	-	-	-
Gabon égalité	1 956	-	-	-
Prime d'assurance	1 421	-	-	-
Inhumation et aides aux familles	1 838	-	-	-
Elections	45 080	-	-	-
Recensement de la population	-	-	-	-
Attribution des produits	9 256	3 652	3 652	-
Titre 4. Dépenses de transferts	255 784	157 725	86 960	70 766
Soutien des prix des produits pétroliers	45 100	37 430	37 430	-
Fonds de concours	-	-	-	-
PID-PIH	5 279	-	-	-
Elections	11 088	-	-	-
Subvention farine	-	1 500	-	1 500

	LF 2023	Montant des ordonnancements à la fin du 2ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 2ème trimestre	ECART
FID (financement des voiries provinciales)	10 000	-	-	-
Autres transferts dont:	146 117	118 795	49 530	69 266
Dons fonctionnement	10 565	-	-	-
Cotisations internationales	8 847	-	-	-
<i>Part patronale</i>	11 516	-	-	-
Institutions	1 123	-	-	-
Inhumation et aides aux familles	1 250	-	-	-
Prime d'assurance	400	-	-	-
Ticket modérateur	4 500	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	297 608	187 904	65 814	122 090
Financements sur ressources propres	161 778	144 729	22 639	122 090
Financements extérieurs	100 304	43 175	43 175	-
Projets sur fonds de concours PID-PIH	26 711	-	-	-
Partenariat Public-Privé	-	-	-	-
Projets sur dons	4 692	-	-	-
Fonds Routier	-	-	-	-
Fonds National de l'Habitat (FNH)	-	-	-	-
Dépenses Covid PID-PIH	-	-	-	-
Contrepartie Zone instables ferroviaires	4 123	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	47 933	10 312	3 713	6 599
Intérieurs-AJE	13 000	5 411	3 713	1 698
Protocoles transactionnels	5 175	4 630	3 713	918
Condamnations pécuniaires	3 171	780	-	780
Séquestres	811	-	-	-
Autres	3 843	-	-	-
Restructuration des entreprises	10 933	4 884	-	4 884
Dette CNSS (cotisations sociales)	-	-	-	-
Coûts sociaux de restructuration	10 933	4 884	-	4 884
Divers	24 000	17	-	17
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	5 000	17	-	17
Contentieux liés aux annulations	-	-	-	-
Autres contentieux	19 000	-	-	-
Garantie de l'État sur PPP	-	-	-	-
Autres dépenses et/ou dettes	-	-	-	-
TOTAL	1 943 920	1 090 889	783 552	307 338

Sources : DGCPT/DGBFiP

Annexe 5 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA)

RECETTES				DEPENSES				SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LF 2023	Montant encaissé à la fin du 2ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LF 2023	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exécution	Recettes/Dépenses 2023
Pensions	78 256	38 525	49,23%	Pensions	78 256	38 525	49,23%	-
Titre 3. Cotisations sociales	78 256	38 525	49,2%	Titre 4. Dépenses de transfert	75 256	38 525	51,19%	
Part salariale	25 592	13 666	53,40%	Pensions civiles et militaires	75 256	38 525	51,19%	
Part patronale de l'Etat	49 664	24 859	50,05%	Pensions spéciales	-	-	-	
Versement du budget général	3 000	-	0,00%	Titre 6. Autres dépenses	3 000	-	0,00%	
			0,00%	Rappel pensions NSR	3 000	-	0,00%	
Prestations familiales et sociales	16 500	5 464	33,12%	Prestations familiales et sociales	16 500	5 464	33,12%	-
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	5 464	33,12%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	5 464	33,12%	
Allocations familiales	16 500	5 464	33,12%	Prestations familiales	16 500	5 464	33,12%	
Promotion du sport	9 008	4 597	51,03%	Promotion du sport	9 008	4 412	48,97%	186
Titre 1. Recettes fiscales	9 008	4 597	51,03%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	
Taxe sur les jeux de hasard	582	227	39,02%	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 504	2 206	48,97%	
Droits d'accises	8 427	4 370	51,86%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	
			0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 504	2 206	48,97%	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 130	921	43,22%	Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 130	750	35,20%	171
Titre 1. Recettes fiscales	2 130	921	43,22%	Titre 3. Dépenses de biens et services	710	250	35,20%	
Redevance audiovisuelle	2 130	921	43,22%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 420	500	35,20%	
Formation pour l'emploi	3 073	1 285	41,81%	Formation pour l'emploi	3 073	481	15,64%	804
Titre 1. Recettes fiscales	3 073	1 285	41,81%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 024	160	15,64%	
Taxe de formation professionnelle	3 073	1 285	41,81%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 048	320	15,64%	
Service universel des communications électroniques	2 453	-	0,00%	Service universel des communications électroniques	2 453	-	0,00%	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 453	-	0,00%	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	-	-	
Redevance universelle	2 453	-	0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 453	-	0,00%	
Financement de l'habitat	8 777	4 709	53,65%	Financement de l'habitat	8 777	-	0,00%	4 709
Titre 1. Recettes fiscales	8 777	4 709	53,65%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 755	-	0,00%	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	8 777	4 709	53,65%	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 021	-	0,00%	

RECETTES				DEPENSES				SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LF 2023	Montant encaissé à la fin du 2ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LF 2023	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exécution	Recettes/Dépenses 2023
Valorisation du patrimoine de l'Etat	22 581	1 108	4,91%	Valorisation du patrimoine de l'Etat	22 581	-	0,00%	1 108
Titre 1. Recettes fiscales	21 543	1 108	5,14%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 895	-	0,00%	
Redevance d'usure de la route (RUR)	2 125	766	36,05%	Titre 5. Dépenses d'investissement	20 686	-	0,00%	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	828	342	41,28%					
Redevance informatique	1 379		0,00%					
Redevance aéroportuaire	17 210		0,00%					
Titre 4. Autres recettes	1 038	-	0,00%					
Revenus du patrimoine immobilier	1 038	-	0,00%					
Service public de l'eau et de l'électricité	8 014	1 519	18,95%	Service public de l'eau et de l'électricité	8 014	1 519	18,95%	-
Titre 1. Recettes fiscales	8 014	1 519	18,95%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404	456	18,95%	
Redevance de l'eau	1 058	-	0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 610	1 063	18,95%	
Redevance de l'électricité	6 955	1 519	21,83%					
Salubrité publique	7 224	2 475	34,26%	Salubrité publique	7 224	-	0,00%	2 475
Titre 4. Autres recettes	7 224	2 475	34,26%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 473	-	0,00%	
Redevance des ordures ménagers	7 224	2 475	34,26%	Titre 4. Dépenses de transfert	4 713	-	0,00%	
			0	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 038	-	0,00%	
DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE	3 389	-	0,00%	DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE	3 389	-	0,00%	-
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	657	-	0,00%	Titre 3. Dépenses de biens et services	339	-	0,00%	
Appui aux politiques sectorielles de la pêche-FDC UE	657	-	0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 050	-	0,00%	
Titre 4. Autres recettes	2 732	-	0,00%					
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 732	-	0,00%					
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	19 181	6 896	35,95%	ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	19 181	-	0,00%	6 896
Titre 1. Recettes fiscales	19 129	6 896	36,05%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 609	-	0	
Redevance d'usure de la route (90%)	19 129	6 896	36,05%	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 572	-	0	
Titre 4. Autres recettes	52	-	0,00%					
ROPPRON	52	-	0,00%					
Total des recettes	180 586	67 498	37,38%	Total des dépenses	180 586	51 150	28,32%	16 349

Source : DGBFiP

Annexe 6 : Présentation détaillée de l'équilibre budgétaire (en millions de FCFA)

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
Titre 1. Recettes fiscales	1 466 354	1 153 140	78,64%	Titre 1. Charges financières de la dette	355 960	157 585	44,27%	316 911	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	47 246	-	0,00%	Titre 2. Dépenses de personnel	691 100	368 085	53,26%		
Titre 3. Cotisations sociales	10 780	5 775	53,57%	Titre 3. Dépenses de biens et services	295 535	101 396	34,31%		
Titre 4. Autres recettes	813 599	379 217	46,61%	Titre 4. Dépenses de transfert	255 784	86 960	34,00%		
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 337 979	1 538 132	65,79%	Titre 5. Dépenses d'investissement	297 608	65 814	22,11%		
PRELEVEMENTS	- 173 383	- 74 709	43,09%	Titre 6. Autres dépenses	47 933	3 713	7,75%		
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	- 26 416	- 18 492	70,00%						
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	- 11 760	- 2 546	21,65%						
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 49 664	- 24 859	50,05%						
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 16 500	- 5 464	33,12%						
Prélèvement du Budget Général au profit du CAS Pensions	- 3 000	-	0,00%						
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 35 224	- 17 123	48,61%						
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	- 10 780	- 5 775	53,57%						
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM	- 5 959	-	0,00%						
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	- 233	- 91	39,02%						
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt bois	- 6 971	- 46	0,65%						
Prélèvement Recettes ferroviaires ARTF	- 2 352	-	0,00%						

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
Prélèvement marchés publics	- 1 729	-	0,00%						
Ristourne sur Amendes et divers ANUTTC	- 1 091	-	0,00%						
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite	- 513	- 314	61,28%						
Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	- 412	-	0,00%						
Frais de formations (ENEF)	- 280	-	0,00%						
Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	- 500	-	0,00%						
Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP	13 379	3 652	27,29%	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	13 379	-	0,00%		
Lutte contre le tabagisme	235	122	51,86%	ADP Santé	235	-	0,00%		
Redevances Examens et Concours	1 048	-	0,00%	ADP examens et concours (DG Examens et concours)	1 048	-	0,00%		
Ristournes DG Marine Marchande	1 013	164	16,15%	ADP Marine marchande	1 013	-	0,00%		
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	187	-	0,00%	ADP Transport terrestre (DGTT)	187	-	0,00%		
Licences, médailles et diplômes sur Travail	858	-	0,00%	ADP Travail (DGT)	858	-	0,00%		
Revenus du patrimoine immobilier			-	ADP Entretien du Patrimoine de l'Etat	-	-	-		
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	2	-	0,00%	Fonds de soutien minier	2	-	0,00%		
Produits des redevances d'agrément technique industriel	73	-	0,00%	ADP Industrie	73	-	0,00%		
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483	-	0,00%	ADP Commerce	483	-	0,00%		

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
Participations dans les autres sociétés	3 783	3 319	87,73%	Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 783	-	0,00%		
Produits des procédures judiciaires	922	-	0,00%	Produits des procédures judiciaires	922	-	0,00%		
Ristournes DGCC	432	48	10,99%	ADP Concurrence	432	-	0,00%		
Ristournes CNLCEI	-	-	-	ADP CNLCEI	-	-	-		
Riposte Covid-19	184	-	0,00%				-		
Zone instables ferroviaires	4 123	-	0,00%	ADP Fonds de Solidarité Covid	184	-	0,00%		
Agrément PME	36	-	0,00%	ADP PME	36	-	0,00%		
Fonds de concours Covid-19			-	ADP ARTF	4 123	-	0,00%		
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 164 596	1 463 423	67,61%	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 943 920	783 552	40,31%	1 841 878	
DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE	3 389	-	0,0%	DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE	3 389	-	0,00%		
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	657	-	0,0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	339	-	0,00%		
Appui aux politiques sectorielles de la pêche-FDC UE	657	-	0,0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 050	-	0,00%		
Titre 4 : Autres recettes	2 732	-	0,0%				-		
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 732	-	0,0%				-		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)			-				-		
PENSIONS	78 256	38 525	49,23%	PENSIONS	78 256	38 525	49,23%		
Titre 3. Cotisations sociales	78 256	38 525	49,23%	Titre 4. Dépenses de transfert	75 256	38 525	51,19%		
Part salariale (yc agents en détachement)	25 592	13 666	53,40%	Pensions civiles et militaires	75 256	38 525	51,19%		
Part patronale de l'Etat	49 664	24 859	50,05%	Pensions spéciales	0	0	-		
Versement du budget général	3 000	-	0,00%	Rappel pensions NSR	3 000	0	0,00%		

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	5 464	33,12%	PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	5 464	33,12%		
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	5 464	33,12%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	5 464	33,12%		
Allocations familiales	16 500	5 464	33,12%	Prestations familiales	16 500	5 464	33,12%		
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 130	921	43,22%	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 130	750	35,20%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 130	921	43,22%	Titre 3. Dépenses de biens et services	710	250	35,20%		
Redevance audiovisuelle	2 130	921	43,22%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 420	500	35,20%		
PROMOTION DU SPORT	9 008	4 597	51,03%	PROMOTION DU SPORT	9 008	4 412	48,97%		
Titre 1. Recettes fiscales	9 008	4 597	51,03%	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 504	2 206	48,97%		
Taxe sur les jeux de hasard	582	227	39,02%	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 504	2 206	48,97%		
Droits d'accises	8 427	4 370	51,86%				-		
FORMATION POUR L'EMPLOI	3 073	1 285	41,81%	FORMATION POUR L'EMPLOI	3 073	481	15,64%		
Titre 1. Recettes fiscales	3 073	1 285	41,81%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 024	160	15,64%		
Taxe de formation professionnelle	3 073	1 285	41,81%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 048	320	15,64%		
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 453	-	0,00%	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 453	0	0,00%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 453	-	0,00%	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	0	-		
Redevance Universelle	2 453	-	0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 453	0	0,00%		
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	22 581	1 108	4,91%	VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	22 581	0	0,00%		

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
Titre 1. Recettes fiscales	21 543	1 108	5,14%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 895	0	0,00%		
Redevance d'Usure de la Route	2 125	766	36,05%	Titre 5. Dépenses d'investissement	20 686	0	0,00%		
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	828	342	41,28%				-		
Redevance informatique	1 379		0,00%						
Redevance aéroportuaire	17 210		0,00%						
Titre 4. Autres recettes	1 038	-	0,00%				-		
Revenus du patrimoine immobilier	1 038	-	0,00%				-		
FINANCEMENT DE L'HABITAT	8 777	4 709	53,65%	FINANCEMENT DE L'HABITAT	8 777	0	0,00%		
Titre 4. Autres recettes	8 777	4 709	53,65%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 755	0	0,00%		
Fonds National de l'habitat	8 777	4 709	53,65%	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 021	0	0,00%		
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	8 014	1 519	18,95%	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	8 014	1 519	18,95%		
Titre 1. Recettes fiscales	8 014	1 519	18,95%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404	456	18,95%		
Redevance de l'eau	1 058	-	0,00%	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 610	1 063	18,95%		
Redevance de l'électricité	6 955	1 519	21,83%						
SALUBRITE PUBLIQUE	7 224	2 475	34,26%	SALUBRITE PUBLIQUE	7 224	0	0,00%		
Titre 4. Autres recettes	7 224	2 475	34,26%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 473	0	0,00%		
			-	Titre 4. Dépenses de transfert	4 713	0	0,00%		
Redevance des ordures ménagers	7 224	2 475	34,26%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 038	0	0,00%		
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	19 181	6 896	35,95%	ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	19 181	0	0,00%		

Recettes				Dépenses				Soldes	
BUDGET GENERAL									
Titres	LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution		LF 2023	Exé. à fin juin 2023	% d'exécution	LF 2023	à fin juin
Titre 1. Recettes fiscales	19 129	6 896	36,05%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 609	0	0,00%		
Redevance d'Usure de la Route (90%)	19 129	6 896	36,05%	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 572	0	0,00%		
Titre 4. Autres recettes	52	-	0,00%						
ROPPRON	52	-	0,00%						
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	180 586	67 498	37,38%	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	180 586	51 150	28,32%	0	16 349
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	2 345 182	1 530 921	65,28%	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	2 124 506	834 701	39,29%	220 676	696 220
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL								220 676	696 220
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE								172 773	696 220

Sources : DGBFiP/DGCPT

Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA)

Libellés	LF 2023	Exécution à fin juin 2023	Taux d'exécution	Taux d'exécution n-1
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement (dette extérieure)	678 827	148 825	21,92%	64%
Emprunts extérieurs - courants	678 827	99 242	14,62%	45%
Bilatéraux	95 994	36 911	38,45%	49%
Multilatéraux	172 166	50 971	29,61%	45%
Banques	67 171	11 359	16,91%	41%
Marché international	343 497	-	0,00%	-
Emprunts extérieurs - arriérés	-	49 583	-	-
Bilatéraux	-	18 148	-	-
Multilatéraux	-	9 665	-	-
Banques	-	21 769	-	-
Amortissement des prêts du secteur bancaire	532 648	260 348	48,88%	44%
Intérieur - DGD	532 648	260 348	48,88%	44%
Emprunts intérieurs - courants	532 648	260 348	48,88%	44%
Banques	78 071	29 298	37,53%	65%
Moratoires	103 454	75 952	73,42%	7%
Divers	-	-	-	-
Marchés financiers	351 123	155 098	44,17%	49%
Autres amortissements	150 607	358 612	238,11%	123%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	10 000	20 250	202,50%	-
Instances Trésor	79 507	262 683	330,39%	125%
Arriérés de TVA hors pétrole	11 100	41 940	377,84%	84%
Arriérés de TVA pétrole	50 000	22 599	45,20%	-
Arriérés intérêts extérieurs	-	11 139	-	-
Prêts et avances	11 507	-	0,00%	0%
Fonds souverain de la RG	11 507	-	0,00%	0%
Total (I)	1 373 590	767 785	55,90%	53%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	228 330	43 175	18,91%	57%
Tirages sur conventions en cours	85 454	43 175	50,52%	27%
Tirages sur nouvelles conventions	14 850	-	0,00%	0%
Tirages sur prêts programmes	128 026	-	0,00%	83%
Droits de Tirages Spéciaux	40 000	40 000	100,00%	24%
Emissions de titres publics	777 500	272 362	35,03%	63%
Emissions de titres publics sur le marché international	327 500	-	0,00%	-
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	450 000	272 362	60,52%	63%
Financement non bancaire	107 083	281 572	262,95%	52%
Accumulation des instances	107 083	281 572	262,95%	52%
Correspondants du Trésor	-	-	-	-
Total (II)	1 152 914	637 109	55,26%	51%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 220 676	- 130 676		
Solde budgétaire global	220 676	696 220		
Solde net	0	565 544		

Sources : DGBFiP/DGCPT